



## ARRETE MUNICIPAL N° A2019\_044 PROLONGATION DE L'ARRETE MUNICIPL A2019\_032

Le Maire de la commune de Crémieu (Isère)

- Vu** la loi N°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions.  
**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L.2212-1 à L.2215-4,  
**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et R.411-8,  
**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,  
**Vu** l'avancée des travaux

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux de sécurisation d'un mur de propriété, chemin de la Reynière à Crémieu, chantier Barbot, assurer la sécurité des ouvriers des entreprises ou des personnes chargées de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu d'apporter des restrictions à la circulation sur cette voie.

### ARRETE

#### ARTICLE N°1 :

Le pétitionnaire est autorisé à procéder aux travaux chemin de la Reynière, tels que présentés dans sa demande, dont le nettoyage régulier et la remise en ordre sera à sa charge.

#### ARTICLE N°2

La présente permission de voirie est prolongée du 1er au 30 avril 2019, date à laquelle elle expirera de plein droit.

#### ARTICLE N°3:

Pendant la durée de la présente permission, la chaussée pourra être réduite au droit du chantier.  
Le stationnement des véhicules en contravention aux dispositions du présent arrêté, sera considéré comme gênant en application des dispositifs du Code de la Route (art. R.471-10 et R.471-11) et pourra faire l'objet d'une mesure d'immobilisation et de mise en fourrière dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3 du même code.

#### ARTICLE N°4:

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (4ème et 8ème parties), sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire sous le contrôle de la Police Municipale.

#### ARTICLE N°5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus.

**ARTICLE N°6 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Conformément à l'article R.102 du code des Tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE (38), dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication

#### Destinataires :

Sarl Mayet  
Police municipale/Services Techniques  
Archives

à Crémieu, le 29 mars 2019

Le Maire

